



ASSOCIATION LOIRE VIVANTE

Nièvre - Allier - Cher

4, route de la Répinerie

58160 Beard

Tel : 03 86 50 12 96

Fax : 03 86 50 15 52

Courriel : loirevivante.nac@rivernet.org

www.nature-environnement58.info

Inf'eau

Bulletin n° 40 - Mars 2010

La consommation de viande en question

La sortie du livre de **Fabrice Nicolino**, «**Bidoche: l'industrie de la viande menace le monde**» nous a conduit à faire sur le blog58 (nature-environnement58.info) une série d'articles sur ce sujet. Il nous a paru intéressant de les reprendre dans ce bulletin, dans la mesure où cette production génère à elle-seule des conséquences catastrophiques dont on n'a pas toujours conscience.

Dans nos pays la consommation de viande est devenue quasi quotidienne, elle a doublé en 50 ans (2 à 3% seulement des français seraient végétariens). Elle atteint 90 kilos/an et par personne en Europe, 125 aux Etats-Unis, 145 au Danemark, 30 en moyenne dans les pays du Sud et 54 kilos en Chine. La production de viande pourrait doubler d'ici à 2050 en raison de l'augmentation de la population et du niveau de vie des pays émergents Inde et Chine notamment (la moitié de l'élevage mondial de porcs se fait en Chine). Cette alimentation basée sur la viande et autres produits animaux (lait, œufs...) conduit à une intensification à outrance des élevages (bovins, porcs et volailles) aux conséquences insoutenables tant en ce qui concerne le sort réservé aux animaux, la sécurité alimentaire de millions d'humains, l'environnement et la santé publique.

Les élevages industriels : usines à souffrance

Jamais dans l'Histoire, l'homme n'avait, comme aujourd'hui, tyrannisé l'animal au nom du profit. Quand l'animal n'est plus qu'une «marchandise» les élevages deviennent des «usines» à viande, à lait et à œufs et des lieux d'une cruauté «inhumaine» pour des milliards d'animaux.

Aujourd'hui plus de 90% des animaux d'élevage (porcs, volailles, bovins) n'ont plus la chance de vivre en extérieur, des millions d'entre eux sont élevés en batterie, confinés leur vie durant dans des cages ou des stalles à l'intérieur d'immenses hangars sans fenêtre. Ces conditions d'existence sont appelés «élevages industriels». Dans cet environnement dénaturé, l'animal est considéré comme une simple machine à produire pour remplir nos assiettes, dont on peut faire n'importe quoi. Son existence en tant que être sensible est nié et son bien être est sacrifié à la seule rentabilité économique.

Ces animaux sont négligés, mutilés, sous alimentés gavés de médicaments, transportés parfois pendant des jours par tous les temps, puis abattus sans le moindre ménagement. Tout ça au nom d'une production maximale de viande, (lait œufs), en un minimum de temps avec un minimum d'investissement destinée à répondre à la demande des consommateurs.

A titre d'exemple : «En 1950 il faut 110 jours pour faire un poulet fermier de 1,3 à 1,5kg en moyenne. En 1978, un poulet standardisé (en moyenne 1,8Kg) est tué entre 50 et 56 jours et il suffit de 2 à 2,1 kg de nourriture contre 4,5 kg en 1950». C'est cette course au profit qui a conduit, lors de l'épizootie de fièvre aphteuse (maladie ancienne et qui ne contamine pas l'homme) partie de Grande Bretagne, en 2001, à l'abattage de troupeaux entiers, suivi de bûchers dressés dans la campagne pour incinérer des millions de carcasses désarticulées et amoncelées que maniaient les pelleteuses. La TV a diffusé pendant plusieurs semaines les images insoutenables de cet holocauste animalier uniquement justifié par des considérations financières : l'abattage était moins onéreux que la vaccination qui pénalisait les exportations !; Tous ces animaux ont été sacrifiés pour rien -pour que nous ne les mangions pas- avec des méthodes d'une barbarie inimaginable à notre époque.

C'est pour éviter l'effondrement des cours lors de la crise de la vache folle (il serait plus juste de parler des éleveurs fous ...) que des milliers de veaux issus du cheptel laitier ont été abattus à moins de 20 jours et transformés en aliments pour chiens et chats.

Des animaux ont été traités comme des choux-fleurs en excédent sur le marché. Et pour chaque animal vendu dans ces conditions, l'éleveur a reçu une prime.

Et que dire de la génétique appliquée à l'élevage industriel qui confine à l'horreur : production de poulets sans plumes, de vache sans panse (pour accélérer le processus de digestion) des cochons aveugles qui seraient plus occupés à manger que des cochons normaux, donc grossiraient plus vite. Sans oublier le clonage et toutes les applications du génie génétique pour augmenter la fertilité et la prolificité des porcs notamment, diminuer le stress etc.. Toutes opérations qui outre les souffrances qu'elles peuvent engendrer soulève le problème de l'appropriation des animaux par l'homme.

Ce système industriel de production intrinsèquement porteur d'une violence organisée contre des milliards d'animaux dans le monde, pose un problème d'éthique et doit nous conduire en tant qu'humain à nous interroger sur notre responsabilité à leur égard, dès lors qu'ils sont des êtres vivants sensibles qui partagent avec nous la capacité de souffrir et qu'il est indigne de l'homme de maltraiter en connaissance de cause.

Une partie de plus en plus grande du corps social, juge ces formes de production intolérables d'un point de vue éthique. Il est illusoire d'attendre de ce système industriel rivé à la recherche du profit maximum, au mains d'une puissante industrie de la viande et de ses lobbies, qu'il se préoccupe de la souffrance des animaux qu'il exploite. Les progrès de la réglementation européenne sont minimes. Et que dire de la France, premier producteur de foie gras, troisième de volailles (produits à 60% en Bretagne ...) et lanterne rouge en matière de protection animale.

Pour venir en aide aux animaux d'élevage il faut d'abord et avant tout ouvrir les yeux sur leurs souffrances et ne pas les cautionner dans nos gestes de consommateurs. Tant que nous achèterons des produits de l'élevage industriel et que nous les consommerons en grande quantité, le sort de ces animaux restera inchangé.

Une grave menace pour la sécurité alimentaire

Plus d'un milliard d'humains souffre de la faim et ce chiffre devrait encore augmenter. Comment va t-on nourrir les 2,5 milliards d'individus supplémentaires annoncés pour 2050, si nous ne réduisons pas cette production de viande dévoreuses de nourriture et de terres.

Cette surpopulation d'animaux de ferme conduit à un gaspillage de millions de tonnes de céréales qui pourraient nourrir directement les humains.

Il faut produire énormément de céréales pour nourrir ces milliards d'animaux qui au final mangent plus de nourriture qu'ils n'en produisent ! Les animaux de ferme sont très inefficaces comme valorisateurs d'aliments. Il faut 10 kilos de céréales pour produire un kilo de viande bovine, 5 pour un kilo de viande de porc et 2 pour un kilo de viande de poulet.

A l'échelle mondiale quelques **670 millions de tonnes de céréales** (maïs, soja pour l'essentiel) sont destinées à la nourriture du bétail chaque année soit plus du 1/3 de la consommation mondiale (comparons ce chiffre à celui des affamés ...).

«L'industrie de l'élevage de l'Union européenne importe 80% des protéines destinées à nos veaux, vaches et cochons» Et parmi elles le soja venu d'Amérique latine dont **la France est le premier importateur européen.**

La moitié de l'élevage mondiale de porcs se fait en Chine qui doit importer de grandes quantités de céréales (second importateur au monde après l'Inde).

Cette industrie de la viande détruit l'agriculture traditionnelle des pays du tiers monde avec son corollaire de misère et de famine

Chaque éleveur de cochon, volaille ou producteur de lait en Europe utilise entre 10 à 40 hectares de territoire du tiers monde pour alimenter ses animaux. La population locale ne peut plus travailler ses terres pour produire sa propre nourriture. Etant sous le joug des pays occidentaux la population

n'a pas d'autre choix que d'exporter du fourrage pour le bétail des pays occidentaux à des prix dérisoires.

Dans des pays en voie de développement où la consommation de viande augmente, les cultures indigènes, blé, millet qui constituent une nourriture de base pour les hommes sont en partie remplacées par les cultures destinées aux animaux. Des pays autrefois exportateurs de céréales sont obligés d'en importer pour les besoins du bétail.

Autre phénomène: les délocalisations d'élevages industriels dans les pays en voie de développement pour échapper à la réglementation environnementale et de protection animale des pays industrialisés. Les petits fermiers locaux ne résistent pas à la concurrence et perdent leur moyen d'existence.

Gaspillage des sols

Pour produire un kilo de viande il faut la même surface de terre que pour cultiver 200 kilos de tomates ou 160 kilos de pomme de terre ou 120 kilos de carottes.

Sur un hectare un agriculteur peut nourrir une trentaine de personnes en la consacrant à la culture des fruits et légumes; cette même surface ne nourrit que cinq individus en produisant de la viande et des oeufs.

De vastes étendues de terre sont nécessaires pour obtenir ces aliments. «Entre 75 et 80% des terres agricoles américaines sont utilisées par (pâturages), et pour le bétail (cultures). En France sur 29,9 millions d'hectares de SAU (surface agricole utilisée), 20,4 millions d'hectares soit 70% sont consacrés aux aliments des animaux (14,7 en fourrage et 5,7 en cultures)».

Quant à l'Amérique latine (Argentine, Brésil, Paraguay) l'expansion des pâturages et de la culture du soja destinée à l'exportation, destructeurs de la forêt d'Amazonie, a été considérable, au détriment des agricultures paysannes et familiales. Des milliers de paysans ont été chassés, souvent violemment de leurs terres, aggravant leur pauvreté.

Par ailleurs, les terres disponibles pour l'agriculture ont atteint un sommet et commencent à diminuer. «En quarante ans la surface agricole mondiale a augmenté de 9% quand la population gagnait 50%. Dans les années 1960, un humain disposait en moyenne de 0,43 hectare pour se nourrir, il n'en n'a plus aujourd'hui que 0,25. Ce chiffre pourrait tomber, en 2050 à seulement 0,15 hectare».

A l'augmentation de la population et de la demande en viande, s'ajoute **la diminution des terres cultivables** (5 à 7 millions d'hectares/an), en raison de l'expansion urbaine et industrielle et de leur dégradation (pollutions, baisse des rendements due aux pratiques agricoles destructrices, érosion en raison du surpâturage (cas de grandes régions d'Afrique), baisse des réserves d'eau douce).

De multiples impacts sur l'environnement

L'industrie de la viande est aussi une catastrophe écologique pour notre planète. De plus, nos régimes carnés sont un facteur de risque dans de nombreuses maladies. Autant de raisons qui devraient nous inviter à nous tourner vers une alimentation végétale et conduire nos économistes et nos politiciens à oeuvrer pour mettre fin à un système fou et criminel en arrêtant de le subventionner.

Contribution au réchauffement climatique

«L'élevage envoie 9% des émissions anthropiques de **gaz carbonique** (CO₂): fabrication et emploi de machines agricoles,

quantités énormes d'énergie nécessaire à l'engraissement des animaux, transports, appauvrissement des sols, déforestations, - Il émet **37% du méthane** (produit par le système digestif des ruminants Une vache émet 100 kilogrammes de méthane par an), qui a un pouvoir réchauffant global (PRG) 23 fois supérieur à celui du gaz carbonique CO₂, et 65% des émissions de **protoxyde d'azote** (émanant du fumier ou du lisier) qui a un PRG 296 fois plus élevé que le gaz carbonique».

L'élevage industriel représente 18% des gaz à effet de serre d'origine humaine, soit plus que le secteur transport (avions, trains, automobiles).

Depuis 1970 la destruction des forêts tropicales d'Amérique latine a contribué au rejet de 1,4 milliards de tonnes de dioxyde de carbone. A leur destruction directe (et souvent par le feu) pour transformation en pâturages s'ajoute celle provoquée par les pluies acides résultat des épandages des déjections animales qui engendrent d'énorme quantité d'ammoniac (40% des émissions globales des gaz ammoniac). Une vache produit 23 tonnes de déjections par an, 10 porcs 21 tonnes de lisier !

On peut observer que l'industrie alimentaire, contributeur majeur au changement climatique est totalement absente du débat actuel.

Gaspillage et pollution de l'eau

«L'élevage représente 8% des volumes d'eau utilisés par l'homme (hors production céréalière). Il consommerait 45% de toute l'eau destinée à la production d'aliments. S'il faut 25 litres d'eau pour produire 100 grammes de blé il en faut entre 15.000 et 25.000 litres pour obtenir 100 grammes de boeuf». L'élevage intensif est la cause principale de pollution des eaux : pesticides, engrais, produits vétérinaires, déjections animales hauts concentrés d'azote et de phosphore. Le cas de la Bretagne qui représente 6% du territoire mais concentre 60% de la production de porcs, 40% de celle de volailles est très révélateur de l'ampleur des nuisances engendrées. Elle a bien rempli le programme que lui fixait en 1960 E. Pisani ministre de l'agriculture «devenir l'usine à viande et à lait de la France mais à quel prix !».

Destruction de la diversité biologique

La destruction des régions sauvages avec son corollaire la perte de la biodiversité sont directement liées à la monoculture, à la mécanisation, à l'utilisation pour les cultures intensives destinées aux bétail de produits chimiques (pesticides, herbicides, fongicides). Plus de 200 millions d'hectares des forêts tropicales ont été détruites depuis 1950. La forêt amazonienne est un conservatoire de biodiversité, elle abrite 30% des espèces faune et flore de la planète. Sa destruction (plus de 38% depuis 1960) est une catastrophe écologique mondiale. «Le schéma de cette destruction est d'un classicisme confondant. Un, on construit une route ou un accès, au nom du développement. Deux, des travailleurs descendent des camions des rancheiros. Trois, ils défrichent un coin de forêt. Quatre, les bovins se répandent dans ces fragiles prairies dont le sol peu épais s'épuise vite. Cinq, la parcelle est abandonnée et de nouveaux territoires sont défrichés».

En région de terre sèche en raison du surpâturage, les espèces végétales natives vivaces (graminées) disparaissent, et les animaux sauvages avec elles. La faune sauvage se trouve en concurrence avec le bétail pour la nourriture et l'eau et en danger du fait de ses pollutions notamment médicamenteuses (troubles du développement, neurologiques, endocriniens ...).

Des menaces sur la santé

De nombreuses études scientifiques démontrent le lien entre maladies cardio-vasculaires, diabète, obésité, certains cancers (colorectal notamment) et la consommation importante de viande rouge et charcuterie. Moins manger de viande est donc bon pour la santé.

Les risques sanitaires liés à cette consommation ne découlent pas uniquement de la quantité ingérée ou des modes de préparation mais de la **qualité de la viande elle-même**.

A l'heure où l'on sait que la qualité de l'alimentation conditionne notre état de santé il serait temps de prendre conscience de tout ce que nous ingérons en consommant cette viande «industrielle» mais également le lait et les oeufs. Des produits phytosanitaires, pesticides (la viande contient 14 fois plus de résidus de pesticides que les végétaux), engrais chimiques utilisés dans les cultures alimentant le bétail en passant par les OGM, les farines animales les hormones, les vaccins, les tranquillisants, les anti-parasitaires et les antibiotiques autant de produits qui contaminent à la fois l'environnement et les consommateurs. Les aliments carnés transportent des bactéries et des substances toxiques. L'utilisation massive d'antibiotiques provoquent l'émergence de souches de bactéries ultra résistantes. Quatre d'entre elles provoquant des maladies chez l'homme ont été transmises de l'animal à l'homme : Salmonella, Campylobacter, Enterococci et E. Coli.

Les fumiers et purins contiennent des métaux lourds tels que le zinc, cuivre, cadmium issus des compléments alimentaires donnés aux animaux. Ils contaminent les sols sur lesquels ils sont épandus qui contaminent à leur tour les cultures.

Les élevages industriels risquent bien d'être de véritables bombes à retardement pour les épidémies mondiales. 80% des maladies émergentes sont des maladies animales transmissibles à l'homme (zoonose). L'élevage intensif est impliqué dans leur propagation : maladie de la vache folle* qui a pour origine les farines animales données comme nourriture aux bovins, SARM (staphylocoque doré) «qui a tué en 2005 19.000 personnes aux Etats-Unis», grippe aviaire qui s'est développée dans les élevages de poulets et l'actuelle grippe A (du porc H1N1) apparue dans un élevage au Mexique, qui combinerait 4 virus : deux venant des porcs, un aviaire et un humain.

Les risques de transfert de pathogènes sont maximum en raison du confinement des élevages, du déplacement à l'échelle internationale de millions d'animaux vivants (en 2005, 25 millions de porcs) et des déjections éliminées sans traitement qui présentent un risque pour les mammifères et oiseaux sauvages.

Alors au-delà du constat des problèmes humanitaires, environnementaux, économiques, sociaux, sanitaires et moraux de cette industrie de la viande que faire ? Seul un changement de nos habitudes alimentaires permettrait de réduire les populations de bétail et le gaspillage des ressources nécessaires à leur alimentation et à leur entretien. Dans l'absolu le végétarisme apparaît comme la seule solution qui permettrait d'y parvenir radicalement mais «on ne saurait passer massivement, d'un régime basé sur la viande à un autre qui reposerait sur les végétaux». Il ne sera pas facile d'inciter les gens à modifier des habitudes alimentaires carnées bien enracinées pour des raisons d'ordre psychologique et social dues aux effets de la publicité (du genre la viande donne des forces ...). C'est la prise de conscience de ce que ce type d'aliment a comme conséquences catastrophiques pour les humains, notre terre et les animaux qui conduira à favoriser les régimes alimen-

taires à bases de végétaux. Mais vraisemblablement à un rythme beaucoup trop lent au regard de l'urgence de la situation si on s'en tient aux décisions purement individuelles et même en supposant qu'un effort conséquent soit fait en matière d'éducation pour faire connaître la cuisine végétarienne et ses bienfaits sur la santé.

Des mouvements collectifs des consommateurs pourraient accélérer le mouvement de la diminution de consommation de viande et produits animaux, ils ont existé à une époque contre les veaux aux hormones (1980 boycott lancé par UFC-Que Choisir qui a abouti à diviser par 6 la consommation).

Mais il est évident aussi que la diminution de cette consommation carnée ne se fera pas comme l'énonce Gilles-Eric Séralini «*sans une remise en question de notre système économique, de notre manière de distribuer la richesse et de nos modes de production*».

Car si cette industrie mondiale hautement destructrice en totale contradiction avec un développement soutenable et l'équilibre de la planète, peut se maintenir c'est grâce aux gigantesques subventions dont elle bénéficie dans tous les pays développés avec pour première conséquence un commerce Nord-Sud inéquitable. Et si les coûts réels de ces élevages (énergie fossile, gaspillage de l'eau, pollutions, émissions de gaz) étaient pris en compte, le prix de la viande devrait doubler ou tripler ce qui serait un moyen efficace pour réduire sa consommation ...

Il serait donc tout à fait injuste d'imputer aux seuls éleveurs la responsabilité des dommages engendrés par cette production qui en Europe a pris son essor dans les années 70 ... La responsabilité, est diffuse (comme les pollutions ...) et collective. Sont impliqués, la politique agricole européenne qui favorise l'industrialisation et la concentration, les industriels (agro-alimentaires amont-aval), les banquiers (emprunts peu chers), les agents de l'encadrement technico-économique et les scientifiques comme ceux de l'INRA qui se sont mobilisés pour «*perfectionner*» le système de ces élevages intensifs (abondance des produits et bon marché) et enfin notre législateur avec notamment l'exonération du principe pollueur-payeur ... Et au bout de la chaîne la société qui exprime des demandes, auxquelles entend répondre l'agriculture. Par celles-ci nous avons le pouvoir d'infléchir les modes de production. Choisir une viande issue d'une production industrielle, modèle soutenu par les firmes chimiques, conscients de tous les problèmes dont elle est à l'origine ? Ou privilégier et soutenir l'agriculture locale de qualité (biologique, paysanne) qui ne détruit pas l'environnement et participe à la vie de nos territoires, de manière à payer directement à l'éleveur le prix réel de ses produits (prix qui ne cessent de chuter), plutôt que d'enrichir des intermédiaires.

Nos cours d'eau nivernais mieux protégés ?

Monsieur Logéat, ex directeur de la société ECOPREM a été condamné par décision du TGI de Nevers en date du 25 août 2009 à une amende de 1500 € du fait de pollution de la Nièvre (1er juillet 2005). Ce jugement fait suite à une première condamnation en avril 2008 pour exploitation d'une ICPE sans autorisation confirmée en appel (500 € d'amende). **Loire Vivante** avait dû saisir la justice, par voie de citation directe en raison de l'inertie et de l'administration et du Procureur de la République. Son but était de rappeler l'existence d'un droit pénal environnemental dans le domaine de l'eau ...

Pour l'avenir **Loire Vivante** espère ne plus avoir à intervenir devant le juge puisque les infractions affectant la ressource en eau et les milieux aquatiques ne devraient plus rester impunies. Le Préfet (Etat), le Parquet et l'ONEMA (Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques, ex Conseil Supérieur de la Pêche) ont en effet signé une convention qui vise à établir des modalités précises de collaboration pour l'exercice de la police de l'eau. En clair il s'agit au niveau du département d'assurer, par une concertation étroite, une synergie, dans le domaine des atteintes aux milieux aquatiques, entre services de l'Etat chargés de constater les infractions et le parquet, autorité judiciaire en charge d'appliquer des réponses pénales. Nous rappellerons que le Procureur **a classé sans suite** le usage sans autorisation d'un cours d'eau sur 900 mètres qui avait fait l'objet d'un PV du CSP obligeant ainsi l'association à relancer la procédure en saisissant le juge d'instruction ! De tels errements ne seront plus possibles.

Après constatation de l'infraction par le service de la police de l'eau et expertise de l'ONEMA, la sanction dépendra de sa gravité au regard des dommages sur le milieu : les dégradations patentes et irréversibles seront poursuivies pénalement. En cas d'atteinte limitée à l'environnement les procédures alternatives aux poursuites comme la transaction seront privilégiées : remises en état, réparation du dommage, régularisation administrative ...

Loire Vivante ne peut que se réjouir de la mise en place de cette politique pénale concertée. La politique de l'eau et des milieux aquatiques dans le département y gagnera en clarté ainsi que le traitement judiciaire des infractions. Tout dommage sur le milieu naturel aquatique devant d'une manière ou d'une autre être sanctionné, sa protection en Nièvre devient enfin une priorité.

LOIRE VIVANTE NIEVRE - ALLIER - CHER

J'adhère, j'agis

NOM : Prénom :

Adresse :

Adhésion : 20 euros Membre bienfaiteur : à partir de 50 Euros

Adresser votre cotisation à : Loire Vivante Nièvre - Allier - Cher (LVNAC) - 4, rue Répinerie - 58160 BÉARD

Association loi 1901 agréée Protection de l'Environnement